

# Le Monde

## Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT : « Le projet de réforme de l'assurance- chômage est d'une injustice totale »

La secrétaire générale du syndicat estime, dans un entretien au « Monde », que le gouvernement cherche à « casser l'Etat social ».

Propos recueillis par [Bertrand Bissuel](#) et [Thibaud Métais](#)

Publié le 04 avril 2024 à 19h30, modifié le 05 avril 2024 à 19h07



*Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, au siège de l'organisation syndicale, à Montreuil (Seine-Saint-Denis), le 3 avril 2024. AGNES DHERBEYS / MYOP POUR «LE MONDE»*

Alors que Gabriel Attal a annoncé une nouvelle réforme de l'assurance-chômage, la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, critique vivement le projet du premier ministre.

Et exprime de très fortes réserves par rapport au projet d'accord dans la négociation « pour un nouveau pacte de la vie au travail » qui s'achève le 8 avril.

**Le premier ministre, Gabriel Attal, veut que le modèle social incite davantage au travail, pour atteindre le plein-emploi. Que pensez-vous de cette orientation, présentée comme une réponse au chômage qui augmente depuis un an ?**

Le gouvernement n'a plus aucun argument pour défendre une cinquième réforme contre les chômeurs. La justifier au nom de la dette ne tient pas, puisque les comptes de l'Unédic, l'association paritaire qui gère le régime, sont dans le vert.

Pire, le gouvernement se contredit par rapport à son précédent discours : en 2022, il nous avait expliqué qu'il était nécessaire d'avoir une assurance-chômage contracyclique, avec des protections qui reculent quand la croissance s'améliore et l'inverse lorsque la conjoncture se dégrade. Alors même que les destructions d'emplois se multiplient ces derniers mois, le pouvoir en place nous certifie désormais qu'il faut encore durcir les règles d'indemnisation. Quant à l'idée selon laquelle il faudrait baisser les droits des chômeurs pour créer de l'emploi, elle n'est pas plus crédible, aucun économiste n'établissant une telle relation de cause à effet.

**Le gouvernement objecte que c'est une réforme en faveur de l'activité et pour la prospérité, et que l'accent va être mis sur l'accompagnement des chômeurs, notamment avec la réforme du revenu de solidarité active...**

Ce sont des mensonges, ça s'appelle du marketing. Il n'y a aucune mesure concrète pour mieux accompagner les personnes privées d'emploi. On demande aux conseillers de France Travail [anciennement Pôle emploi] de concentrer leur énergie sur le contrôle et les sanctions, au lieu d'épauler les personnes dans la construction de leur projet professionnel. Cela engendre une souffrance très grande parmi les équipes, car on leur demande d'accomplir un travail contraire à leur mission de service public de conseil et d'accompagnement.

Cette nouvelle attaque contre l'assurance-chômage rejait sur l'ensemble des salariés. La finalité de cette réforme, c'est de forcer les gens à accepter n'importe quel poste et de généraliser les petits boulots. Le gouvernement s'inspire des politiques de Gerhard Schröder en Allemagne et de Margaret Thatcher au Royaume-Uni.

**Gabriel Attal a annoncé qu'il laisserait les partenaires sociaux négocier, d'ici à l'été, pour revoir les règles d'indemnisation des chômeurs. Vu le cadre qui s'annonce, est-ce que la CGT participera aux discussions ?**

Nous allons en débattre collectivement, au sein de la CGT, mais aussi avec les autres organisations syndicales, qui sont unies dans le rejet de ces mesures. Notre objectif est d'adopter la meilleure stratégie pour empêcher leur mise en application.

## **Les précédentes réformes de l'assurance-chômage ont montré qu'il est compliqué de mobiliser sur ce sujet. Le combat est-il perdu d'avance ?**

Les seules luttes qui sont perdues d'avance sont celles qu'on ne mène pas. Nous allons nous battre pour faire dérailler leur projet, qui est d'une injustice totale.

Sur ce sujet, le gouvernement est isolé : même dans sa majorité, des voix s'élèvent, et pas des moindres, pour dire que cette réforme est totalement injustifiée et qu'il faudrait peut-être, tout simplement, commencer par évaluer les précédentes.

## **Craignez-vous une reprise en main par l'Etat de l'assurance-chômage ?**

Dans le concours Lépine des « bonnes » idées, orchestré par notre ministre de l'économie, Bruno Le Maire, consistant à prendre aux pauvres pour donner aux riches, il y a effectivement la reprise en main de l'assurance-chômage. C'est trop souvent présenté comme un changement purement technique ou de gestion, alors qu'il s'agit en réalité d'un enjeu fondamental, qui détermine la nature du système.

Si l'Etat prend en main l'assurance-chômage, ce sera la fin de notre régime, financé principalement par le travail et garantissant une sécurité de revenu aux salariés privés d'emploi, pour basculer dans un système d'aide sociale à minima, financé par l'impôt.

## **Vous paraît-il illégitime que le gouvernement veuille rétablir l'équilibre des comptes publics, très dégradés ?**

L'objectif est légitime. Mais les arbitrages du gouvernement sont injustes socialement, parce que ce sont toujours les mêmes qui doivent payer, et dangereux économiquement, avec un fort risque récessif. L'exécutif a « braqué la caisse » en baissant les impôts des rentiers, et il veut aujourd'hui nous faire payer la note. Les rentrées fiscales ne sont pas à la hauteur. Il faut rétablir l'impôt sur les grandes fortunes, taxer le capital au même niveau que le travail, s'intéresser aux près de 200 milliards d'euros d'aides sans contrepartie aux entreprises, s'attaquer à la fraude fiscale.

## **La France a un niveau de prélèvements parmi les plus élevés de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), et l'exécutif estime qu'augmenter les impôts va tirer la compétitivité des entreprises vers le bas. L'argument ne vous paraît-il pas recevable ?**

Non. Depuis des décennies, l'Etat dépense des milliards en baisses d'impôt et en exonérations au nom de la compétitivité, et, constatant que ça ne produit pas les effets attendus, le gouvernement n'a qu'une proposition : en rajouter une couche.

Il faut arrêter la course au moins-disant fiscal et miser sur l'innovation, la formation et la qualité de la production. Pour cela, il faut prendre l'argent là où il est. D'ailleurs, certains pays l'ont bien compris. Les Etats-Unis sont en train de taxer les dividendes, les rachats d'actions, et d'augmenter l'impôt sur les entreprises.

La France devrait aussi se battre pour que, aux niveaux européen et mondial, les multinationales soient davantage imposées. Et elle serait bien inspirée de partir en guerre contre le dumping fiscal, qui est d'abord organisé sur notre continent, à partir de pays comme le Luxembourg, la Belgique, les Pays-Bas ou l'Irlande.

**Vous appelez Bruno Le Maire « Bruno Thatcher ». Considérez-vous que sa pensée, sur la protection sociale, converge avec celle de l'ancienne première ministre britannique ?**

Son programme consiste à casser l'Etat social, à tailler dans les droits des travailleurs, avec la même violence que Margaret Thatcher. Il n'y a aucune modernité dans ce que nous propose Bruno Le Maire. C'est un retour en arrière de quarante ans, avec des politiques qui se sont soldées par des échecs, puisque le Royaume-Uni a plongé dans l'appauvrissement collectif à partir des années 1980.

**Les multiples déclarations de Gabriel Attal ou de Bruno Le Maire brouillent-elles la négociation pour un « nouveau pacte de la vie au travail », qui s'achève le 8 avril ?**

Oui, tout à fait. L'exercice était déjà compliqué parce qu'il balaie un champ trop large, et il a été parasité par les interventions de membres du gouvernement sur des thèmes qui sont abordés dans les discussions entre acteurs sociaux.

Non seulement le gouvernement ne met aucune pression au patronat, mais il lui laisse clairement entendre que, même en cas d'échec des négociations, ses vœux seront exaucés. Dès lors, je me demande s'il souhaite vraiment qu'un accord voie le jour.

**La CGT est-elle disposée à signer l'accord, au vu de ce qui est proposé, à ce stade, par la partie patronale ?**

On n'y est pas du tout.

**Qu'est-ce qui pêche ?**

Il n'y a aucune mesure qui tire les conséquences de la réforme des retraites. Le Medef s'oppose à des départs anticipés pour les personnes exerçant des métiers pénibles. Il refuse les aménagements de fin de carrière qui permettraient d'alléger la charge de travail tout en maintenant la rémunération à temps plein. Enfin, rien n'est prévu en matière de mutualisation et de solidarité financière, à l'échelon des branches : ce type de dispositif nous paraît indispensable pour engager des actions de formation, aménager les postes, notamment quand ils risquent de porter atteinte à la santé des salariés.

Cerise sur le gâteau, les organisations d'employeurs veulent reprendre la main sur le système de formation professionnelle dans le but de baisser les dépenses qu'elles y consacrent, tout en évinçant les travailleurs dans les prises de décisions qui les concernent.

**En 2023, la CGT a signé deux accords nationaux interprofessionnels, ce qui ne s'était pas produit depuis très longtemps. Si elle refuse, en revanche, d'approuver celui-ci, pour un « nouveau pacte de la vie au travail », faudra-t-il y voir un retour à la situation où votre organisation se tenait à l'écart du dialogue interprofessionnel ?**

Nous ne signerons que si nos exigences sont satisfaites. Elles ne me paraissent pas inatteignables ou exorbitantes. Si nous ne signons pas, cela signifiera que c'est un accord au rabais – ce que l'on ne peut se permettre, compte tenu de l'importance du sujet.

Le message de la CGT, depuis son dernier congrès, en mars 2023 à Clermont-Ferrand [*lors duquel Sophie Binet a pris la tête du syndicat*], est de se placer au centre des luttes, du débat public, des négociations. C'est ce que nous avons fait, à la fois en formulant trente-cinq revendications et en étant la cheville ouvrière d'une intersyndicale qui a déposé dix propositions communes dans cette négociation, ce qui était inédit. Cela a permis de recentrer le débat sur l'emploi des seniors.

**Que vous inspire la volonté de M. Attal de « désmicardiser » la France ?**

Il s'agit d'annonces qui peinent à se concrétiser. Dans les pistes qui émergent, à l'initiative des économistes fétiches du gouvernement, comme Gilbert Cette [*ex-président du groupe d'experts sur le smic et aujourd'hui président du Conseil d'orientation des retraites*], il y a la désindexation du salaire minimum par rapport à l'inflation, pour le faire évoluer en fonction d'un autre indicateur, susceptible d'être moins dynamique, ce qui pénalisera les travailleurs les moins bien payés. Ce serait une honte totale, synonyme de baisse des salaires réels.

**Les mobilisations à l'initiative des huit principales organisations de salariés se raréfient par rapport à la période où celles-ci contestaient la réforme des retraites, en 2023. L'intersyndicale est-elle morte ?**

Non, c'est même tout l'inverse. Elle continue de se réunir et a atteint une forme de maturité. On accepte que des initiatives, à géométrie variable – à trois, à cinq, à six ou à huit –, aient lieu, sans que cela soulève de difficulté. Et les interactions entre organisations se produisent aussi au plus près du terrain. Il y a davantage de grèves unitaires – [par exemple, récemment, chez Auchan](#), ce qui était inédit.

Nos organisations ont aussi un sentiment de responsabilité qui s'est renforcé, au vu du contexte – avec une extrême droite qui n'a jamais été aussi proche du pouvoir, un gouvernement et un patronat qui déroulent des réformes violentes. On ne peut pas se payer le luxe de la division et de faire primer les intérêts de nos organisations sur l'intérêt général et les enjeux d'ensemble.

**Vous avez écrit qu'il fallait un « sursaut » face à la montée du Rassemblement national (RN). La CGT appellera-t-elle à voter en faveur d'une liste aux élections européennes du 9 juin ?**

En faveur d'une liste, non. Mais nous appellerons à voter contre le RN et l'imposture sociale qu'il représente. Nous ne voulons ni l'Europe des réactionnaires ni l'Europe des actionnaires. Le problème, c'est qu'on nous enferme dans un duel entre Emmanuel Macron et l'extrême droite, alors que le président de la République est le premier responsable de la progression de celle-ci. Il ne peut pas prétendre la combattre alors qu'il revient sur toutes les conquêtes issues du programme du Conseil national de la Résistance, dont on vient de fêter le 80<sup>e</sup> anniversaire. Celui-ci avait pour but d'empêcher la réapparition du fascisme en dessinant un horizon synonyme de droits nouveaux.

L'extrême droite prospère sur les cendres laissées par les politiques néolibérales. Elle fait son miel de la désespérance sociale qui naît lorsqu'on ferme une usine ou des lits dans un hôpital. Le socle de l'identité française, ce n'est pas le fait d'être né en France depuis dix générations ; ce sont nos services publics et nos droits sociaux, qui structurent le pays et le font tenir.

**Vous avez été élue il y a un an, dans un contexte de tensions internes très fortes. Le climat s'est-il apaisé depuis ?**

Oui. On a une CGT en ordre de bataille et rassemblée. Cela se traduit dans les votes très larges, à plus des deux tiers des voix, lors des réunions de notre comité confédéral national [*le « Parlement » de la CGT*]. Nos débats en interne continuent, et ils sont nécessaires. Une organisation qui ne débat plus est une organisation qui recule.

**La confédération est confrontée à un déficit dans son budget. Allez-vous devoir réaliser des économies, voire supprimer des postes ?**

Il n'y aura pas de licenciements ni de plan social, mais une remise à l'équilibre de nos comptes. Cela passe notamment par une augmentation du nombre de nos adhérents.

**Durant l'été 2023, la CGT a quitté le collectif Plus jamais ça, dont sont membres des ONG défendant l'environnement. Est-ce un changement de ligne, voire un retour en arrière, sur les questions de transition écologique ?**

Le défi majeur du syndicalisme, c'est de dépasser les contradictions entre le social et l'environnemental. Pour cela, il faut partir du travail, et non pas considérer l'environnement comme une question sociétale, extérieure à l'entreprise. C'est le sens de notre plan d'action syndicale pour l'environnement et des Etats généraux sur l'industrie que nous tiendrons le 28 mai pour interpeller les candidats aux élections européennes.

Je suis fière que la CGT soit le seul syndicat de Tefal qui ait le courage de prendre position pour [l'interdiction des « polluants éternels »](#). Pour empêcher le chantage à l'emploi pratiqué par les directions, il faut mettre en place une Sécurité sociale professionnelle qui sécurise l'emploi et les garanties collectives des salariés dont le travail doit évoluer. Le gouvernement, lui, agit à court terme, en se focalisant sur le verdict des agences de notation. Cette logique, qui sacrifie les générations futures, faute d'investissements d'avenir en matière environnementale, doit prendre fin.

**Bertrand Bissuel et Thibaud Métais**

Source : [https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/04/04/sophie-binet-leader-de-la-cgt-le-projet-de-reforme-de-l-assurance-chomage-est-d-une-injustice-totale\\_6226001\\_823448.html?lmd\\_medium=al&lmd\\_campaign=envoye-par-appli&lmd\\_creation=ios&lmd\\_source=mail](https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/04/04/sophie-binet-leader-de-la-cgt-le-projet-de-reforme-de-l-assurance-chomage-est-d-une-injustice-totale_6226001_823448.html?lmd_medium=al&lmd_campaign=envoye-par-appli&lmd_creation=ios&lmd_source=mail)